

Commissaire aux Comptes

Stéphane GRENOUILLEAU  
Xavier REBEL  
Karine BERNARD  
Samuel LE MELLAY  
David RENOU  
Emmanuelle MÉREL  
Benjamin BELLIER  
Commissaires aux Comptes  
Associés

**ASSOCIATION LIGERIEENNE D'AIDE  
AUX HANDICAPES MENTAUX ET INADAPTES  
(A.L.A.H.M.I.)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2023

**ASSOCIATION LIGERIEENNE D'AIDE  
AUX HANDICAPES MENTAUX ET INADAPTES**

Route de Chalonnes  
CHEMILLE-MELAY  
49120 CHEMILLE EN ANJOU

[www.sorex.pro](http://www.sorex.pro)

ANGERS :  
3, rue Fernand-Forest  
BP 70814  
49009 ANGERS cedex 01  
Tél. 02 41 68 66 11  
E-mail : [sorex.angers@sorex.pro](mailto:sorex.angers@sorex.pro)

CHOLET :  
Bâtiment «Le Sémaphore»  
16, boulevard Faïdherbe  
BP 11964  
49319 CHOLET cedex  
Tél. 02 41 65 84 55  
E-mail : [sorex.cholet@sorex.pro](mailto:sorex.cholet@sorex.pro)

Membre indépendant de l'Alliance Eurus | BKR International

SAS au capital de 400 000 € - RCS ANGERS B 063 200 877 - Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région d'Angers et sur la liste des commissaires aux comptes près la Cour d'Appel d'Angers  
SIRET 063 200 877 00072 - APE 6920Z - TVA FR41063200877

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2023

Aux membres de l'association ALAHMI,

### **1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ligérienne d'Aide aux Handicapés Mentaux et Inadaptés (A.L.A.H.M.I.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **2. Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note de l'annexe « Affectation du résultat », l'association propose les affectations de résultat puis procède à la comptabilisation de ses résultats selon les décisions rendues par les autorités de contrôle.

Nous avons examiné la correcte transcription comptable des décisions d'affectation de résultats des autorités de tutelle conformément aux dispositions du CASF.

### **4. Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **5. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

---

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cholet, le 3 juin 2024

**SAS SOREX**  
Commissaire aux comptes

**Stéphane GRENOUILLEAU**  
Commissaire aux comptes Associé  
Mandataire social



**Benjamin BELLIER**  
Commissaire aux comptes Associé



## ÉTATS FINANCIERS

## ANNEXES

Bilan propre (résultat non affecté) ACTIF				
ALAHMI - Périodes de : 01/2023 à 12/2023				
Libellé	Montant brut 2023	Amort. et prov. 2023	Montant net 2023	Montant net 2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	140 377,88	92 359,00	48 018,88	73 432,76
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	1 355 822,27	493 520,10	862 302,17	871 954,67
Constructions	50 329 325,31	21 409 739,70	28 919 585,61	29 911 157,35
Installations techniques, matériels et outillage	4 989 756,20	3 886 359,32	1 103 396,88	890 786,22
Autres immobilisations corporelles	2 745 549,00	2 116 017,95	629 531,05	628 558,48
Immobilisations corporelles en cours	683 329,33		683 329,33	253 169,01
<b>Immobilisations Financières :</b>				
Participations et créances rattachées à des participations	4 220,00		4 220,00	4 220,00
Autres titres immobilisés	4 272 390,08		4 272 390,08	4 474 783,94
Prêts			0,00	0,00
Autres immobilisations financières	35 560,22		35 560,22	16 960,22
<b>TOTAL I</b>	<b>64 556 330,29</b>	<b>27 997 996,07</b>	<b>36 558 334,22</b>	<b>37 125 022,65</b>
<b>Comptes de liaison (I)</b>				
<b>TOTAL II</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours :</b>				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	96 004,97		96 004,97	113 224,49
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>361,18</b>		<b>361,18</b>	<b>66,33</b>
<b>Créances (2) :</b>				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	856 150,69	24 441,76	831 708,93	955 837,67
Autres créances	355 274,77		355 274,77	161 946,62
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>1 510 000,00</b>		<b>1 510 000,00</b>	<b>2 850 000,00</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>4 294 019,91</b>		<b>4 294 019,91</b>	<b>4 250 799,70</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>422 526,79</b>		<b>422 526,79</b>	<b>483 367,23</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>7 534 338,31</b>	<b>24 441,76</b>	<b>7 509 896,55</b>	<b>8 815 242,04</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices IV</b>	<b>965 968,05</b>		<b>965 968,05</b>	<b>1 048 931,19</b>
<b>Primes de remboursement des obligations V</b>				
<b>Ecart de conversion (actif) VI</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>73 056 636,65</b>	<b>28 022 437,83</b>	<b>45 034 198,82</b>	<b>46 989 195,88</b>
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : 1 213 555,52 Dont à plus d'un an : 0,00				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF				

<b>Bilan propre (résultat non affecté) PASSIF</b>		
ALAHMI - Périodes de : 01/2023 à 12/2023		
Libellé	Montant net 31/12/2023	Montant net 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	450 140,19	450 140,19
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	1 202 759,90	1 140 968,89
Réserves de compensation	1 821 954,25	1 813 501,71
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	2 046 550,55	2 028 232,84
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	1 210 345,97	1 514 252,80
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-1 143 074,94	-1 143 074,94
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-465 766,27	-445 407,01
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	-432 257,09	-235 704,83
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	8 542 688,10	8 989 887,53
Provisions réglementées :	1 397 879,46	1 418 595,84
dont Couverture du besoin en fonds de roulement		
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	375 013,43	375 013,43
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	1 022 866,03	1 043 582,41
Immobilisations grevées de droits		
<b>TOTAL I</b>	<b>14 631 220,12</b>	<b>15 531 393,02</b>
Comptes de liaison		
<b>TOTAL II</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Provisions pour risques	54 818,00	
Provisions pour charges		
Fonds reportés liés aux legs pour donations	4 531 036,20	887 450,52
Fonds dédiés		4 535 578,95
<b>TOTAL III</b>	<b>4 585 854,20</b>	<b>5 423 029,47</b>
<b>DETTES (3)</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	20 356 345,11	20 787 716,18
Emprunts et dettes financières divers (3)	180 780,00	210 910,00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs	331,82	331,82
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	1 799 514,38	1 704 877,60
Dettes sociales et fiscales	3 058 482,08	3 022 363,68
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	221 591,44	108 215,87
Autres dettes (5)	180 044,52	168 449,35
Produits constatés d'avance	20 035,15	31 908,89
<b>TOTAL IV</b>	<b>25 817 124,50</b>	<b>26 034 773,39</b>
Ecart de conversion (passif)		
<b>TOTAL V</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>45 034 198,82</b>	<b>46 989 195,88</b>
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an : 0,00 Dont à moins d'un an : 1 799 514,38		
(5) Dont fonds des majeurs protégés : 5 974,47		



Compte de résultat M22 (résultat non affecté) CHARGES		
ALAHMI - Périodes de : 01/2023 à 12/2023		
CHARGES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock		
Achats d'autres approvisionnements	679 182,59	722 165,24
Variation de stock	17 219,52	-3 527,92
Achats non stockés de matières et fournitures	1 589 781,71	853 928,47
Services extérieurs et autres	9 761 776,51	9 560 001,88
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	1 215 675,21	1 136 984,93
- autres	168 566,37	131 357,63
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	11 628 748,67	10 643 702,75
- charges sociales	4 384 398,02	4 205 756,34
Dotations aux amortissements et provisions :		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	2 153 118,35	2 131 469,58
- des charges d'exploitation à répartir		
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant	24 441,76	
- pour risques et charges d'exploitation	54 818,00	
Engagements à réaliser sur ressources affectées	111 900,00	793 453,38
Autres charges	45 763,30	25 191,15
<b>TOTAL I</b>	<b>31 832 390,01</b>	<b>30 200 483,43</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	812 571,01	562 176,62
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	364,67	275,80
<b>TOTAL II</b>	<b>812 935,68</b>	<b>562 452,42</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant	69 942,16	22 346,63
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	118,06	4 163,17
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- dotations aux autres provisions réglementées		32 713,91
Impôts sur les sociétés		
<b>TOTAL III</b>	<b>70 060,22</b>	<b>59 223,71</b>
<b>TOTAL DES CHARGES ( I + II + III )</b>	<b>32 715 385,91</b>	<b>30 822 159,56</b>
<b>RESULTAT CREDITEUR = Excédent</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>32 715 385,91</b>	<b>30 822 159,56</b>

Compte de résultat M22 (résultat non affecté) PRODUITS ALAHMI - Périodes de : 01/2023 à 12/2023		
PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue :		
- prestations de services		
- divers	2 297 940,42	2 218 393,86
Production stockée ou déstockage de production		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	28 195 021,53	26 543 145,42
Subventions d'exploitations et participations	5 066,51	12 523,85
Reprises sur amortissements et provisions		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	1 016 681,26	458 559,62
Transferts de charges		
Autres produits	9 399,60	566 443,00
<b>TOTAL I</b>	<b>31 524 109,32</b>	<b>29 799 065,75</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations et des immobilisations financières	74 344,54	92 601,69
Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	131 388,65	12 334,10
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL II</b>	<b>205 733,19</b>	<b>104 935,79</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	54 169,81	213 486,18
- exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	478 400,12	468 967,01
Reprises sur provisions :		
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions	20 716,38	
Transferts de charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>553 286,31</b>	<b>682 453,19</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)</b>	<b>32 283 128,82</b>	<b>30 586 454,73</b>
<b>RESULTAT DEBITEUR = Déficit</b>	<b>432 257,09</b>	<b>235 704,83</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>32 715 385,91</b>	<b>30 822 159,56</b>

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### RAPPEL DES PRINCIPES

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Indépendance des exercices.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve de l'adoption du nouveau règlement ANC 2018-06.
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC 2014-03 et ANC N° 2019-04 relatives au Plan Comptable Général.
- Le règlement N°99.01 du 16 février 1999, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, est appliqué.
- Les nouvelles règles comptables relatives aux actifs et aux amortissements par composant, issus des règlements CRC 2002-10 et 2004-06 n'ont pas entraîné d'impacts significatifs. L'analyse des immobilisations antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2005 n'a conduit à aucune décomposition, par contre toutes les acquisitions postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont enregistrées par composants.

### ORGANISATION COMPTABLE

Conformément aux préconisations du rapport d'audit budgétaire et financier réalisé en mai 2009, depuis 2011 il a été créé un dossier comptable par établissement afin notamment de dissocier les différentes comptabilités des établissements du Gibertin et de la Rogerie.

### ECRITURES RÉCIPROQUES

Dans un souci d'une image sincère et véritable des comptes, la présentation du compte de résultat intègre le retraitement des écritures réciproques entre établissements. Ces écritures sont de trois natures :

- Les frais de siège.
- La facturation des périodes de stages de résidents entre établissements de l'association.
- Le versement d'une subvention de l'association aux établissements dans le cadre du financement de la Prime de Partage de la Valeur.

Ces opérations ne sont inscrites que dans les états financiers consolidés.

## CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIF ET DE MOYENS

Le 26 avril 2016 a été signé un second Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre l'ALAHMI et l'ARS Pays de la Loire pour la période 2016 à 2021.

Ce contrat repose sur :

- Un état des lieux partagé.
- La définition partagée pour les établissements et services gérés par l'ALAHMI d'une dotation budgétaire servant de référence à l'exécution des dispositions du contrat et à l'accomplissement des objectifs spécifiques des parties.
- La définition d'objectifs pluriannuels d'amélioration de la qualité du service à atteindre par les établissements et services gérés par l'ALAHMI.
- La mise en œuvre d'une politique de convergence tarifaire au sein des établissements médico-sociaux gérés par l'ALAHMI.
- La définition des modalités d'évolution annuelle des moyens financiers accordés.
- L'autonomie de gestion consentie à l'ALAHMI pour répartir et gérer les moyens financiers accordés, accomplir la mission d'intérêt général confiée et atteindre les objectifs définis.
- Les contrôles et les évaluations réalisés par l'ARS Pays de la Loire sur la qualité de réalisation de la mission confiée, sur l'atteinte des objectifs et le respect des contraintes légales et conventionnelles.
- Un réexamen régulier et un réajustement éventuel des objectifs fixés ou des moyens alloués à l'association en fonction de l'évolution des besoins à couvrir, de l'évolution de la législation et de la réglementation.

Les établissements entrant dans le périmètre de ce contrat sont :

- L'IME La Monneraie,
- L'IME Vallée de l'Anjou,
- Le SESSAD Vallée de l'Anjou,
- La MAS Le Gibertin,
- La MAS La Rogerie,
- Le FAM Les Logis du Bois (Budget soins),
- Le FAM Le Gibertin (Budget soins).

Un des éléments de ce contrat repose sur le principe de la dotation globalisée ; il est alloué à l'association une dotation annuelle globalisée versée par douzième tout au long de l'année et il n'est plus réalisé de facturations à la journée de présence. Par ailleurs la dotation globalisée ne comporte pas les recettes liées à la tarification auprès des Conseils Départementaux des prix de journée des jeunes adultes en situation d'amendement Creton.

Le CPOM en cours ayant été signé avant l'instauration de la présentation des états budgétaires et des résultats aux autorités de tarification au format EPRD, les comptes administratifs 2023 ont été établis conformément à la procédure du budget exécutoire.

Le CPOM, arrivé à échéance au 25 avril 2021, a été prorogé jusqu'à la négociation d'un nouveau contrat. L'arrêté ARS-PDL/DOSA/PPA-PPH/016-2022/49 du 30 décembre 2022 fixant la programmation prévisionnelle des CPOM avait prévu la conclusion du nouveau contrat pour l'ALAHMI en 2023. Ce prochain CPOM sera tripartite (ARS, Conseil Départemental et ALAHMI) afin d'englober tous les établissements de l'association. Une réunion de diagnostic ainsi que la proposition de fiches action a eu lieu au cours du dernier



trimestre 2023 et les négociations se sont poursuivies début 2024 avec pour objectif de signer le nouveau CPOM portant sur les années 2024 à 2028 entre juin et septembre 2024.

#### **PRIX DE JOURNÉE GLOBALISÉ DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAINE ET LOIRE**

Dans le cadre de la réforme de la tarification engagée par le département de Maine et Loire, il a été prévu que le prix de journée soit versé sous forme d'une dotation globalisée suivant les modalités réglementaires énoncées aux articles R.314-106 et suivants.

La dotation globalisée est calculée en multipliant le prix de journée retenu par le nombre prévisionnel de journées à la charge du Département de Maine et Loire. Le paiement de cette dotation se fait ensuite par versement d'un 12ème chaque mois.

Chaque établissement relevant de l'autorité du Conseil Départemental de Maine et Loire a sa propre dotation et les négociations budgétaires restent annuelles, contrairement à l'ARS il n'y pas de globalisation des dotations au niveau de l'association, ni de contrat signé entre les deux parties pour une durée de 5 années.

Les recettes versées par les autres départements se font toujours par le biais d'une facturation mensuelle.

Cette disposition a pris effet au 1er juin 2013 et concernent :

- Le FAM Les Logis du Bois (Budget hébergement),
- Le FAM Le Gibertin (Budget soins),
- Le FV Les Logis du Bois,
- Le FV Le Gibertin,
- Le FV La Rogerie.

A compter de 2024, ces dotations seront intégrées à la dotation globale du CPOM.

#### **FACTURATION DES JOURNÉES DE PRÉSENCE DES JEUNES ADULTES RELEVANT DE L'AMENDMENT CRÉTON**

Conformément à la réglementation en vigueur, les jeunes adultes ayant atteint l'âge de 20 ans sont maintenus au sein de nos IME dans l'attente d'une place dans le secteur adulte.

Les personnes accueillies ayant une orientation relevant d'un établissement sous financement de l'ARS (MAS ou ESAT) ne font l'objet d'aucune facturation à l'assurance maladie, le budget de l'IME couvrant leur prise en charge.

Les journées réalisées par les personnes ayant une orientation en FV, FAM ou FH/ESAT conduisent à une facturation au Conseil Départemental. Ces recettes sont ensuite collectées par l'ARS avec un décalage de 2 années et venaient jusqu'en 2019 en complément de la dotation globale déterminée par l'ARS. En 2020 ces recettes facturées en 2018 ont été déduites du budget de l'année réduisant de ce fait considérablement notre niveau de dépenses.

Pour ce qui concerne l'exercice 2023 :

- La facturation des journées « Cretons » 2021 a été déduite de la dotation budgétaire pour la somme de 358 544,38 €,
- La facturation 2023 émise envers les Conseil Départementaux et qui aura un impact sur le budget 2025 s'est élevée à 643 497,87 €.

Lors du passage en EPRD, ces journées seront inscrites en recettes au budget même de l'année, évitant ainsi la reprise par l'ARS à N+2.

#### INCIDENCE DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Nous n'avons procédé à aucun changement de méthode, au cours de cet exercice, susceptibles d'influencer la présentation et la lecture des comptes.

#### INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

##### PRÉSENTATION

Les immobilisations correspondent aux éléments identifiables du patrimoine, contrôlés par l'entité et procurant des avantages économiques futurs.

Les immobilisations corporelles sont ventilées en fonction des éléments principaux qui les composent (composants) et qui ont une durée réelle d'utilisation différente de l'immobilisation principale. Seuls les composants représentant un élément substantiel d'une immobilisation doivent être identifiés.

Au 1er janvier 2005 aucun retraitement n'a été effectué sur les immobilisations incorporelles et corporelles ni sur leur durée d'utilisation.

Les immobilisations décomposables à l'origine sont amorties sur la durée réelle d'utilisation propre à chaque composant.

Les immobilisations non décomposables à l'origine sont amorties sur la durée réelle d'utilisation.

##### Méthodes utilisées

Les subventions d'équipement à caractère exceptionnel, qui ne doivent pas induire, à la demande de l'autorité de contrôle, de surcoûts sur les exercices budgétaires sont traitées de la manière suivante :

- Amortissement de l'immobilisation.
- Rapport de la subvention au résultat de l'exercice au même rythme que l'amortissement.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations ou frais financiers) ou à leur coût de production.

Le transfert du patrimoine mobilier et immobilier du site de Vernantes en 2003 a été comptabilisé en reprenant les valeurs figurant au bilan de l'APAIS.

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des biens. Pour le site de Vernantes, le mode et le taux d'amortissement retenus par l'APAIS ont été maintenus.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Construction, aménagement : 10 à 50 ans
- Matériels, installations : 4 à 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 7 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé, sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

#### EVOLUTION DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Transferts entre étés	Sorties	Valeur brute en fin d'exercice
Frais d'établissement	0				0
Autres immobilisation incorporelles	138 998	1 380			140 378
Autres immobilisations incorporelles en-cours	0				0
<b>TOTAL</b>	<b>138 998</b>	<b>1 380</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>140 378</b>
Terrains et agencements de terrains	1 332 733	23 089			1 355 822
Constructions	49 682 108	647 218			50 329 325
Installation techniques, matériel et outillage	4 600 458	422 723		33 425	4 989 756
Autres immobilisations corporelles	2 499 777	245 772			2 745 549
Immobilisations corporelles en-cours	253 169	977 722		547 562	683 329
<b>TOTAL</b>	<b>58 368 246</b>	<b>2 316 523</b>	<b>0</b>	<b>580 987</b>	<b>60 103 782</b>
Participations	4 220				4 220
Créances rattachées à des participations	4 474 784	26 861		229 255	4 272 390
Autres titres immobilisés	0				0
Autres immobilisations financières	16 960	18 600			35 560
<b>TOTAL</b>	<b>4 495 964</b>	<b>45 461</b>	<b>0</b>	<b>229 255</b>	<b>4 312 170</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>63 003 208</b>	<b>2 363 364</b>	<b>0</b>	<b>810 242</b>	<b>64 556 330</b>

Les immobilisations financières sont inscrites pour leur valeur brute et aucune provision pour dépréciation n'est constituée du fait que le capital est garanti à l'échéance.

**EVOLUTION DES AMORTISSEMENTS**

IMMOBILISATIONS	Valeur en début d'exercice	Dotations	Transferts entre états	Sorties ou reprises	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissement	0				0
Autres immobilisations incorporelles	65 565	26 794			92 359
<b>TOTAL</b>	<b>65 565</b>	<b>26 794</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>92 359</b>
Terrains et agencements de terrains	460 778	32 742			493 520
Constructions	19 770 950	1 638 789			21 409 740
Installation techniques, matériel et outillage	3 709 672	209 995		33 307	3 886 359
Autres immobilisations corporelles	1 871 219	244 799			2 116 018
<b>TOTAL</b>	<b>25 812 620</b>	<b>2 126 324</b>	<b>0</b>	<b>33 307</b>	<b>27 905 637</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>25 878 185</b>	<b>2 153 118</b>	<b>0</b>	<b>33 307</b>	<b>27 997 996</b>

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.

**STOCKS**

Les matières, marchandises et fournitures ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires inclus).

**ETAT DES CRÉANCES**

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Créances	Montant total brut	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
<b>Actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations	4 220			4 220
Autres titres immobilisés	4 272 390	1 000 000		3 272 390
Autres immobilisations financières	35 560	15 000		20 560
<b>TOTAL</b>	<b>4 312 170</b>	<b>1 015 000</b>	<b>0</b>	<b>3 297 170</b>
<b>Actif circulant</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	361	361		
Créances redevables et comptes rattachés	856 151	856 151		
Autres créances	355 275	355 275		
Charges constatées d'avance	422 527	46 747	76 834	298 946
<b>TOTAL</b>	<b>1 634 313</b>	<b>1 258 534</b>	<b>76 834</b>	<b>298 946</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 946 484</b>	<b>2 273 534</b>	<b>76 834</b>	<b>3 596 116</b>

**DISPONIBILITÉS**

Les liquidités en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



#### FONDS ASSOCIATIFS

Dans les courriers du 21 avril 2006 (DDASS) et du 05 mai 2006 (DDSS), il est précisé que les produits financiers réalisés seront désormais affectés aux fonds associatifs. Ces produits financiers seront utilisés dans le but de financer des charges de fonctionnement de l'association ou des investissements de l'un des établissements. De ce fait il a été créé une comptabilité propre à l'association où sont inscrits ces produits financiers ainsi que les résultats antérieurs refusés par les financeurs restant à la charge de l'association.

Depuis 2008, les produits financiers nets d'impôts et après déduction des frais de fonctionnement de l'association sont virés en provision réglementées conformément au CASF (R.314-95).

#### RÉSERVES

RESERVES	Valeur en début d'exercice	Dotations	Transferts entre éts	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Excédent affecté à l'investissement	1 140 969	61 791			1 202 760
Réserves de compensation	1 813 502	49 551		41 098	1 821 954
Réserve de couverture du BFR	2 028 233	18 318			2 046 551
Autres réserves	0				0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 982 703</b>	<b>129 659</b>	<b>0</b>	<b>41 098</b>	<b>5 071 265</b>

#### AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les résultats de l'exercice 2023 des établissements sont placés sous le contrôle des tiers financeurs ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des administrations de tarification.

Les comptes administratifs 2021 et 2022 relevant des établissements sous contrôle de l'ARS des Pays de Loire sont toujours en attente d'approbation de la part de cette autorité de contrôle.

#### SUBVENTIONS

Les subventions d'investissement sont amorties au même rythme que l'amortissement des biens ayant fait l'objet desdites subventions.

Depuis l'exercice 2020, toutes les subventions font l'objet d'un amortissement. En ce qui concerne celles qui ne donnaient pas lieu à amortissement jusqu'au 31 décembre 2019, le montant qui aurait dû être amorti a été retranché des comptes de subvention pour être inscrit en report à nouveau.

SUBVENTIONS	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Subventions d'investissement	8 989 888	18 387	465 587	8 542 688

## PROVISIONS

### PROVISION POUR CONGÉS À PAYER

Les dettes pour congés à payer sont des dettes certaines qui doivent être comptabilisées à la clôture de l'exercice, en application du Plan Comptable Général. L'article R.314-26 alinéa 9 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) pose le principe du non-financement de la charge correspondante pour les établissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS). Pour mettre fin à ces contradictions, un avis C.N.C. du 04 mai 2007 et une instruction N°DGAS/SD5B/200/319 du 17 août 2007 ont été émises.

Les règles suivantes ont été appliquées :

- La dette pour congés à payer antérieure au 1er janvier 2007 a été comptabilisée à l'ouverture de l'exercice 2007 directement en déduction des fonds propres dans un compte 114. Ce compte présente un solde débiteur de 1 143 074,94 €.
- A la clôture de l'exercice, la variation de congés à payer a été constatée dans le compte de résultat de l'exercice.

### AUTRES PROVISIONS

PROVISIONS	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Provisions réglementées	1 418 596		20 716	1 397 879
Provisions pour risques	0	54 818		54 818
Provisions pour travaux	0			0
Provisions pour charges	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>1 418 596</b>	<b>54 818</b>	<b>20 716</b>	<b>1 452 697</b>

### FONDS DÉDIÉS

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC et au règlement ANC 2018-06.

Les financements concernés sont :

- D'une part, les Crédits Non Reconductibles affectés à un projet par les tiers financeurs et non utilisés à la clôture.
- D'autre part, les fonds de gestion non utilisés à la clôture pour lesquels le Conseil d'Administration les a affectés à un projet défini.

L'engagement est inscrit en charge dans un compte 689 « Engagement à réaliser » et figure au passif du bilan dans un compte 19 « Fonds dédiés ». Lors de la réalisation du projet, la reprise se fait par le crédit d'un compte 789 « Reprise de fonds dédiés ».

Quelques fonds dédiés ont été retraités au 31 décembre 2023 en fonction de leur affectation relevant soit de l'investissements, soit du fonctionnement.

FONDS DEBIES	Valeur en début d'exercice	Dotations	Retraitement	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Fonds dédiés à l'investissement	2 813 403	77 788	65 779	193 046	2 763 925
Fonds dédiés au fonctionnement	1 302 132	46 900	-65 779	567 068	716 184
Fonds dédiés aux indemnités de retraite	420 044			234 769	185 275
Fonds dédiés sur dons et legs	887 451			21 798	865 652
<b>TOTAL</b>	<b>5 423 029</b>	<b>124 688</b>	<b>5 547 717</b>	<b>1 016 681</b>	<b>4 531 036</b>

## ETAT DES DETTES

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

DETTES	Montant total brut	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
<b>Dettes financières</b>				
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit	20 356 345	1 268 783	4 357 921	14 729 641
Emprunts et dettes diverses	180 780	30 130	120 520	30 130
<b>TOTAL</b>	<b>20 537 125</b>	<b>1 298 913</b>	<b>4 478 441</b>	<b>14 759 771</b>
<b>Autres dettes</b>				
Avances et acomptes reçus sur commandes	0			
Redevables créditeurs	332	332		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 799 514	1 799 514		
Dettes fiscales et sociales	3 058 482	3 058 482		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	221 591	221 591		
Autres dettes	180 045	180 045		
Produits constatés d'avance	20 035	20 035		
<b>TOTAL</b>	<b>5 279 999</b>	<b>5 279 999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>25 817 125</b>	<b>6 578 912</b>	<b>4 478 441</b>	<b>14 759 771</b>

Etablissement	Capital restant du au 31/12/2022	Emprunt nouveau	Remboursement du capital	Intérêts courus au 31/12/2023	Capital restant du au 31/12/2023
IME La Monneraie	714 534	0	28 021	7 462	686 513
FV Le Gibertin	4 177 689	0	167 181	44 616	4 010 508
MAS Le Gibertin	5 353 256	0	248 953	58 751	5 104 302
FAM Le Gibertin	4 724 870	0	210 993	43 516	4 513 877
Siège Social	1 295 668	0	138 822	322	1 156 846
FV La Rogerie	0	527 829	8 333	836	519 496
FAM Les Logis du Bois	3 764 701	0	183 153	27 212	3 581 548
FV Les Logis du Bois	814 510	0	40 286	7 097	774 224
<b>TOTAL</b>	<b>20 845 226</b>	<b>527 829</b>	<b>1 025 741</b>	<b>189 811</b>	<b>20 347 314</b>

L'emprunt nouveau figurant sur le FV La Rogerie correspond au déblocage partiel des fonds destinés à la restructuration du bâtiment. Le montant total de l'emprunt étant de 700 000 €.

**Engagements donnés sur emprunts***F.A.M. Logis du Bois*

- Hypothèque : 503 000,00 € (Valeur d'origine)
- Hypothèque : 1 872 500,00 € (Valeur d'origine)
- Hypothèque : 1 196 500,00 € (Valeur d'origine)

*Gibertin*

- Hypothèque : 3 452 794,00 € (Valeur d'origine)
- Hypothèque : 7 252 797,50 € (Valeur d'origine)

*Siège Social*

- Nantissement placement financier : 500 000,00 €

*FV La Rogerie*

- Nantissement placement financier : 350 000,00 €

**Engagements reçus sur emprunts***F.A.M. Logis du Bois*

- Caution du Conseil Départemental de M&L : 1 092 871,48 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 1 781 042,50 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 271 670,06 €
- Caution de la commune de Vernantes : 90 540,00 €
- Caution SOGAMA : 412 460,00 €
- Caution de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : 1 092 871,48 €
- Caution de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : 1 781 042,50 €

*Gibertin*

- Caution du Conseil Départemental de M&L : 1 649 242,30 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 3 832 661,58 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 2 063 858,74 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 550 000,00 €
- Caution de la commune de Chemillé en Anjou : 1 649 242,30 €
- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 3 832 661,58 €
- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 2 063 858,74 €
- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 550 000,00 €

*I.M.E. La Monneraie*

- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 742 554,63 €



## INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### ENGAGEMENT DE RETRAITE

Le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2023 est estimé à 4 746 531 € représentant une dette actuarielle de 1 926 404 €. Il n'a été pris en compte aucune exonération de charges patronales sur le montant des indemnités de départ à la retraite en ce qui concerne le calcul du taux de cotisations ayant servi au calcul de l'engagement.

Les principales hypothèses retenues ont été les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 62 ans,
- Indemnités de fin de carrière conventionnelles :
  - 1 mois des derniers appointements si le salarié totalise dix années d'ancienneté au service de l'ALAHMI,
  - 3 mois des derniers appointements si le salarié a au moins quinze ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la CCN du 15 mars 1966,
  - 6 mois des derniers appointements si le salarié a au moins vingt-cinq ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la CCN du 15 mars 1966,
- Table de mortalité suivant les statistiques fournies par l'INSEE (TH-TF 00-02),
- Taux de turn over :
  - 12,94 % entre 16 et 22 ans
  - 10,59 % entre 23 et 27 ans
  - 8,64 % entre 28 et 32 ans
  - 6,01 % entre 33 et 37 ans
  - 3,58 % entre 38 et 42 ans
  - 2,09 % entre 43 et 47 ans
  - 0 % à partir de 48 ans
- Taux d'évolution de la monnaie : 3,50 %,
- Taux de charges sociales : 50 %,
- Taux d'évolution des salaires : 2,00 %.

Il a été constitué depuis 2010 une provision pour indemnités de départ en retraite. Le montant de celle-ci, ne couvrant pas la totalité des engagements, a été inscrit dans un compte de fonds dédiés à compter de l'exercice 2016. Son solde au 31 décembre 2023 est d'un montant de 185 276,60 € pour les établissements relevant de l'ARS et nul pour les établissements relevant du Conseil Départemental.

Courant 2018, a été mis en place un contrat d'assurance (hors bilan) permettant d'optimiser les indemnités de fin de carrière et de gérer l'évolution du passif social de l'association. Au 31 décembre 2023, le capital constitué s'élève à 1 469 255 €.

### RÉMUNÉRATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES SALARIÉS ET BÉNÉVOLES

Le montant global des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés de l'association, au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2023, conformément aux

dispositions de l'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, ressort à la somme de 269 353,12 €.

Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération, seuls les frais engagés sont remboursés sur la base des frais réels.

#### COMPTE EPARGNE TEMPS (CET)

Lors de la mise en place des 35 heures, a été créé le principe d'un compte épargne temps. Après accord de l'employeur, certains jours de congés non pris au 31 décembre de chaque année peuvent être portés à un compte épargne temps.

Il existe donc à la date de clôture de l'exercice une obligation de l'ALAHMI à l'égard des salariés ayant ouvert un CET ; l'ensemble des jours affectés au CET de chaque salarié représente donc un passif social.

A compter de l'exercice 2016, l'ALAHMI a respecté les règles comptables en la matière conformément au règlement CRC n°99-03 relatif au Plan comptable général.

A la fin de chaque exercice, l'ALAHMI inscrit les sommes épargnées au titre des CET dans un compte de charge en contrepartie d'un compte de charges à payer.

Au 31 décembre 2023, la dette pour compte épargne temps s'élève à 210 619,35 € charges sociales comprises.

Les sommes inscrites en compte de charge à chaque fin d'exercice font l'objet d'un versement auprès du Crédit Agricole qui les placent dans un fonds commun de placement. Ce fonds commun de placement est destiné à couvrir les engagements relatifs à la dette de l'ALAHMI au titre du CET.

L'ALAHMI n'a pas la libre disponibilité de ces sommes qui ne peuvent être débloquées que lorsque les salariés font valoir leurs droits au paiement des jours de CET dans les cas limitativement prévus. De même ces sommes sont affectées de façon irrévocable au financement du CET et ne peuvent être utilisées pour un usage autre que le paiement des droits affectés au CET.

Le choix des placements réalisés par le Crédit Agricole s'impose à l'ALAHMI.

#### HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant toutes taxes comprises des honoraires du Commissaire aux Comptes comptabilisés en charges au cours de l'exercice s'élèvent à 24 185,00 € TTC.

#### CHARGES EXCEPTIONNELLES

Au 31 décembre 2023 le montant des charges exceptionnelles constatées au titre de l'exercice se sont élevées à 70 060,22 € correspondant à :

- Des charges exceptionnelles sur opération de gestion pour 69 381,17 €.
- Des charges sur exercices antérieurs pour 560,99 €.
- Aux valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés pour 118,06 €.

## PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le montant des produits exceptionnels constatés au cours de l'exercice 2023 ont été de 553 286,31 € et sont issus de :

- Produits exceptionnels sur opération de gestion pour 54 169,81 €.
- Produits exceptionnels sur exercices antérieurs pour 1 813,29 €.
- Produits de cession d'éléments d'actif pour 11 000,00 €.
- Quote-part de subventions virées au compte de résultat pour 465 586,83 €.
- Reprise sur provision réglementée : 20 716,38 €.

## RÉSULTATS PAR ÉTABLISSEMENT

Etablissement	Résultat comptable	Reprise résultat 2021	Résultat administratif
<b>I.M.E. La Monneraie</b>	34 985,35	219 069,92	<b>254 055,27</b>
<b>M.A.S. Le Gibertin</b>	-245 407,08	0,00	<b>-245 407,08</b>
<b>M.A.S. La Rogerie</b>	654,56	0,00	<b>654,56</b>
<b>Siège Social</b>	-6 758,54	0,00	<b>-6 758,54</b>
<b>I.M.E. Vallée de l'Anjou</b>	197 555,34	162 611,97	<b>360 167,31</b>
<b>S.E.S.A.D. Vallée de l'Anjou</b>	24 185,53	0,00	<b>24 185,53</b>
<b>S.A.V.A. Les Logis du Bois</b>	70 031,68	0,00	<b>70 031,68</b>
<b>F.V.</b>	-185 147,76	-25 459,27	<b>-210 607,03</b>
Les Logis du Bois	-46 269,77	0,00	-46 269,77
Le Gibertin	-169 430,55	-25 459,27	-194 889,82
La Rogerie	30 552,56	0,00	30 552,56
<b>F.A.M.</b>	-322 356,17	2 321,76	<b>-320 034,41</b>
Hébergement Chemillé	-233 339,02	1 275,31	-232 063,71
Hébergement Vernantes	-54 257,75	1 046,45	-53 211,30
Soins Chemillé	-71 831,59	0,00	-71 831,59
Soins Vernantes	37 072,19	0,00	37 072,19
<b>Association</b>	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>CUMUL</b>	<b>-432 257,09</b>	<b>358 544,38</b>	<b>-73 712,71</b>
<b>CUMUL (Hors Cretons)</b>			<b>-717 210,58</b>

**INFORMATIONS ANNEXES****MÉDAILLE DU TRAVAIL**

Les engagements pour médaille du travail n'ont pas fait l'objet de provision.

**AVANTAGES EN NATURE**

L'éducation nationale a mis à disposition gratuite à l'IME La Monneraie un instituteur à temps plein pendant l'année scolaire et à l'IME Vallée de l'Anjou un instituteur à temps plein depuis septembre 2007. Le montant de cette prestation n'a pu être évaluée et ne figure donc pas au pied de bilan.

**REÇUS FISCAUX AU TITRE DES DONs**

Suite à la demande de l'ALAHMI auprès des services fiscaux, l'association est reconnue d'intérêt général depuis le 10 mars 2011. Cette reconnaissance autorise l'association à délivrer des reçus fiscaux au titre des dons.

Au cours de l'exercice 2023, 146 reçus fiscaux ont été délivrés dans le cadre d'opérations de mécénat représentant 36 368,00 €.

**RÉGIME FISCAL**

L'ALAHMI est formée sous le statut d'association relevant de la loi de 1901. Elle possède une qualification d'intérêt général de par la nature de ses missions, de ce fait il n'y a pas de fiscalité qui s'applique au titre de l'impôt sur les sociétés. Seules les plus-values financières sont soumises à l'impôt sur les sociétés.

**EFFECTIF MOYEN EN PERSONNES PHYSIQUES**

Année	CDD		CDI		TOTAL		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
2023	3	17	72	317	75	334	409
2022	2	10	72	310	74	320	394

L'effectif moyen est issu de la moyenne des personnes physiques présentes chaque mois et ne tient compte que des personnes disposant d'un contrat de travail signé avec l'association. Aucun personnel intérimaire ou détaché n'entre dans le calcul de cette moyenne.